



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Bulletin Mensuel de Conjoncture de la BCEAO

Avril 2008

NUMERO 32



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA

BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 33 839 05 00

Télécopie : +221 33 823 93 35

Télex : BCEAO 21833 SG /

21815 SG / 21530 SG / 21597 SG

Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Ismaïla DEM

Directeur de la Recherche
et de la Statistique

Email : courrier.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO

BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505756



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BULLETIN MENSUEL DE CONJONCTURE DE LA BCEAO

Avril 2008

Numéro 32

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
I - VUE D'ENSEMBLE.....	4
II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	5
III - LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE FEVRIER 2008.....	6
3.1 - Evolution de l'activité économique.....	6
3.1.1 - Production agricole	6
3.1.2 - Activité industrielle	6
3.1.3 - Bâtiments et travaux publics	8
3.1.4 - Activité commerciale	8
3.1.5 - Services marchands	9
3.1.6 - Coûts de production et situation de trésorerie des entreprises	10
3.2 - Evolution des prix.....	10
3.3 - Evolution des conditions de banque	11
3.4 - Evolution de la situation monétaire.....	13
3.5 - Evolution des marchés de capitaux.....	15
3.5.1 - Marché monétaire	15
3.5.2 - Marché financier	19

AVANT-PROPOS

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Le Bulletin est centré sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture interne, notamment l'évolution de l'activité industrielle et commerciale, ainsi que les conditions de production des entreprises et le niveau général des prix à la consommation. Ces informations sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées tous les mois par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

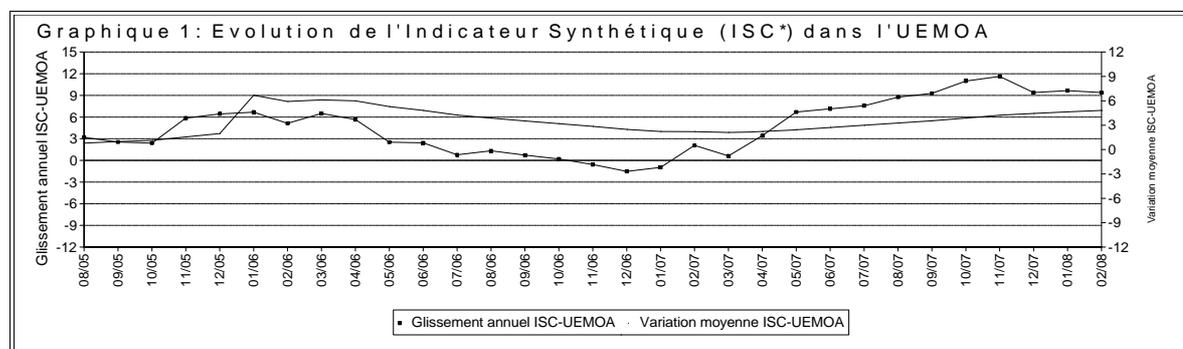
Le Directeur de Publication

I - VUE D'ENSEMBLE

En février 2008, l'activité économique internationale a poursuivi son ralentissement, notamment dû aux tensions inflationnistes et aux effets de la crise des subprimes. Au plan de la politique monétaire, la plupart des banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu inchangés leurs taux directeurs. Sur le marché des changes, l'euro a continué son appréciation face aux principales devises.

En février 2008, la conjoncture apparaît en légère amélioration dans l'UEMOA, en rythme annuel (cf. graphique 1), en liaison avec la progression de l'activité dans le commerce et les services marchands, atténuée par le repli noté dans l'industrie. Une stabilité est enregistrée dans les BTP. Par pays, il est observé une évolution favorable de la conjoncture au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal. L'activité a, par contre, baissé en Guinée-Bissau et au Togo et s'est stabilisée au Mali.

Sur les deux premiers mois de l'année 2008, le rythme de l'activité s'est accru par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de la progression relevée dans l'industrie, le commerce et les services marchands. Par pays, la conjoncture s'est améliorée au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal. Une stagnation de l'activité est enregistrée au Mali, tandis qu'une baisse est observée au Togo.



Le **taux d'inflation** en glissement annuel est passé de 3,8% en janvier à 4,3% en février 2008.

Au titre de l'évolution des **conditions de banque dans l'Union**, les taux d'intérêt débiteurs observés se sont globalement établis en moyenne à 8,13% en février 2008 contre 8,09% en janvier 2008. Par ailleurs, il est enregistré une hausse de 1,3 milliard (soit +0,4%) des mises en place de crédits par rapport au mois précédent.

Comparées au mois de février 2007, les nouvelles mises en place de crédits ont progressé de 23,9% au niveau de l'Union et les taux débiteurs ont augmenté de 0,28 point de pourcentage.

II – APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Taux directeurs des principales banques centrales maintenus inchangés, sauf en Angleterre.

En février 2008, l'activité économique internationale a poursuivi son ralentissement, induit notamment par les tensions inflationnistes et les effets de la crise de l'immobilier. Au plan de la politique monétaire, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu inchangés leurs taux directeurs. Ainsi, la Banque Centrale Européenne (BCE), à l'issue de la réunion mensuelle de son Conseil des Gouverneurs du jeudi 7 février 2008, a laissé inchangés ses principaux taux directeurs. Le niveau plancher du taux de refinancement demeure fixé à 4,0%, le taux de la facilité de prêt marginal à 5,0% et celui de la rémunération des dépôts à 3,0%. En revanche, au terme de la réunion de son Comité de Politique Monétaire de février 2008, la Banque d'Angleterre a ramené son principal taux d'intervention à 5,25%.

Appréciation de l'euro vis-à-vis des principales devises.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est établi en moyenne à 1,4748 dollar en février 2008 contre 1,4717 dollar en janvier 2008, s'appréciant de 0,21%. Il s'est raffermi de 0,49% face à la livre sterling, ressortant en moyenne à 0,7509 livre en février 2008 contre 0,7472 livre en janvier 2008. Par contre, la monnaie commune européenne s'est établie en baisse face à la devise japonaise, s'échangeant en moyenne à 157,9690 unités en février 2008 au lieu de 158,6768 unités en janvier 2008, soit une diminution de 0,43%.

Evolution contrastée des cours des matières premières exportées par les pays de l'UMOA.

Au cours du mois de février 2008, les **cours moyens mensuels des matières premières** exportées par les pays de l'Union ont été orientés à la hausse, à l'exception de ceux de la noix de cajou et d'arachides qui sont restés inchangés.

D'un mois à l'autre, les cours moyens se sont accrus de 2,3% pour le coton, 2,9% pour le pétrole brut, 6,3% pour le caoutchouc, 12,1% pour l'huile de palmiste, 13,0% pour le cacao, 14,2% pour l'huile de palme et 16,6% pour le café.

Les cours moyens de la tonne métrique de la noix de cajou et de l'huile d'arachide sont restés stables, ressortant respectivement à 450 dollars et à 1.375 dollars en février 2008.

III – LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE FEVRIER 2008

La conjoncture économique dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à fin février 2008 est marquée par les résultats contrastés de la campagne agricole 2007/2008, la bonne orientation, en rythme annuel, des activités dans le commerce et le secteur des services marchands, le repli dans l'industrie, ainsi que la quasi-stagnation dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics.

3.1. Evolution de l'activité économique

3.1.1 – Production agricole

La campagne agricole 2007/2008 s'est ressentie de la persistance des difficultés financières au sein de certaines filières et de l'arrêt précoce des pluies au Niger, au Sénégal, en Guinée-Bissau et au Burkina.

Hausse de la production vivrière.

La production de culture vivrière s'est toutefois inscrite en augmentation, à l'exception de certaines céréales.

	2006/2007	2007/2008	Variation
	En milliers de tonnes		(en %)
Bénin	5 568,4	6 167,4	10,8
Burkina	3 680,7	3 736,7	1,5
Côte d'Ivoire	10 188,1	10 340,9	1,5
Guinée-Bissau	221,9	200,8	-9,5
Mali	3 658,4	3 844,0	5,1
Niger	4 026,1	3 937,3	-2,2
Sénégal	1 387,1	1 290,0	-7,0
Togo	2 323,1	2 367,2	1,9
UEMOA	31 053,8	31 884,3	2,7

* : estimations
Sources : organismes nationaux de commercialisation.

Baisse de la production des cultures d'exportation, à l'exception de celles de la noix de cajou.

Par contre, les récoltes des principales cultures d'exportation ont été moins satisfaisantes. Elles ont pour la plupart, stagné ou regressé, à l'exception de celles de noix de cajou qui enregistrent une hausse de 5,8%.

	2006/2007	2007/2008	Variation
	En milliers de tonnes		(en %)
Arachide	1 279,6	1 256,3	-1,8
Cacao	1 236,9	1 234,5	-0,2
Café	179,8	179,3	-0,3
Coton-graine	1 631,9	1 162,0	-28,8
Noix de cajou	120,0	127,0	5,8

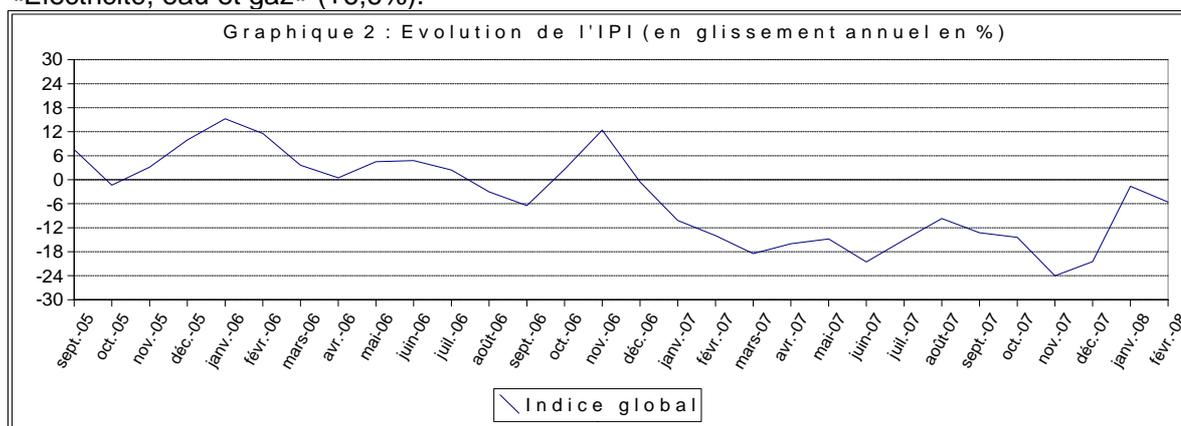
* : estimations.
Sources : organismes nationaux de commercialisation.

3.1.2 - Activité industrielle

Baisse en glissement annuel de la production industrielle.

En février 2008, la production industrielle dans l'UEMOA a baissé de 5,6%, en glissement annuel (cf. graphique 2), après le recul de 1,6% enregistrée en janvier 2008. Cette évolution est essentiellement en liaison avec le reflux relevé dans les unités manufacturières (-9,9%) et

dans les industries extractives (-2,7%), atténué toutefois par la hausse notée dans la branche «Electricité, eau et gaz» (+6,6%).



La diminution de la production dans les unités manufacturières est liée aux évolutions observées au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo. Elle est le fait des industries de produits pétroliers raffinés (Côte d'Ivoire), de textiles (Burkina et Côte d'Ivoire) et de produits chimiques (Burkina, Côte d'Ivoire et Togo).

Le repli noté dans l'activité extractive est essentiellement le fait de l'or (-16,1%) au Mali et du Clinker (-50,2%) au Togo. Au Mali, il est lié à la diminution de la production d'or de 18,0%, en variation mensuelle. Au Togo, la production de phosphates a baissé de 47,3%, d'un mois à l'autre, à la suite de la perturbation des activités par de fréquentes pannes des engins dans les carrières.

Par pays, en glissement annuel, un repli de la production industrielle a été constaté au Togo (-19,2%), au Burkina (-16,6%), au Sénégal (-11,1%), en Côte d'Ivoire (-6,1%), en Guinée-Bissau (-4,1%). Cette diminution a été atténuée par la progression notée au Niger (+28,6%), au Mali (+6,6%) et au Bénin (+3,4%).

Tableau 3 : Variation de l'indice de la production industrielle à fin février 2008

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)		Variation moyenne (en %)	
	janvier 2008	février 2008	février 2007	février 2008	2007 (*)	2008 (*)
Bénin	19,9	7,4	-4,5	3,4	-18,6	9,4
Burkina	38,8	-12,6	9,5	-16,6	9,3	-14,2
Côte d'Ivoire	-2,3	-4,0	-18,5	-6,1	-20,0	-2,0
Guinée-Bissau	-2,8	3,6	-26,9	-4,9	-28,4	-3,6
Mali	-4,4	-30,1	-36,3	6,6	-13,7	-4,0
Niger	9,1	13,3	47,9	28,6	33,3	32,7
Sénégal	-1,6	-16,7	-6,3	-11,1	-8,7	-4,0
Togo	1,7	-10,3	-9,6	-19,2	-2,8	-20,0
UEMOA	3,3	-10,2	-14,0	-5,6	-12,1	-3,5

Source : BCEAO

(*) Moyenne des deux premiers mois

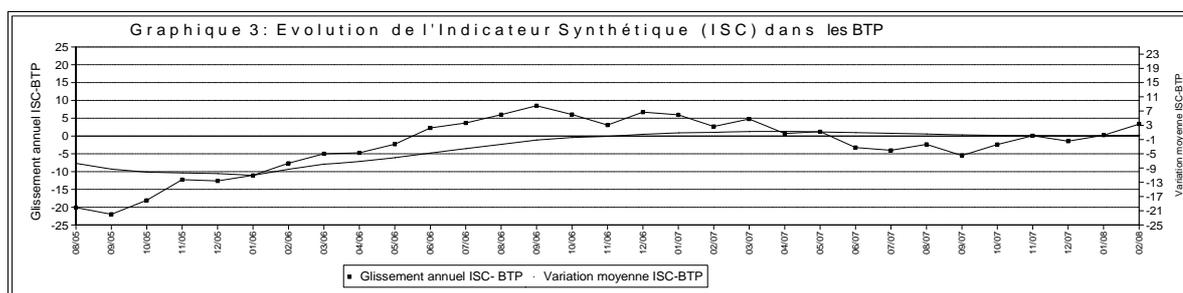
Sur les deux premiers mois de l'année 2008, la production industrielle a baissé de 3,5%. Cette diminution est liée au recul enregistré dans les unités manufacturières, notamment

celles de textiles (-11,6%) au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, et de produits pétroliers raffinés (-9,3%) en Côte d'Ivoire.

3.1.3 - Bâtiments et travaux publics

Par rapport au mois de février 2007, les chefs d'entreprise ont signalé une stabilité de l'activité des BTP (cf. graphique 3), en liaison notamment avec la quasi-stagnation des mises en chantier et des nouveaux contrats.

De janvier à février 2008, le rythme de l'activité des BTP n'a presque pas varié dans l'ensemble, comparativement à la même période de 2007. En effet, il est relevé une diminution des mises en chantier et des reprises de chantiers en même temps qu'un recul des interruptions de chantiers.

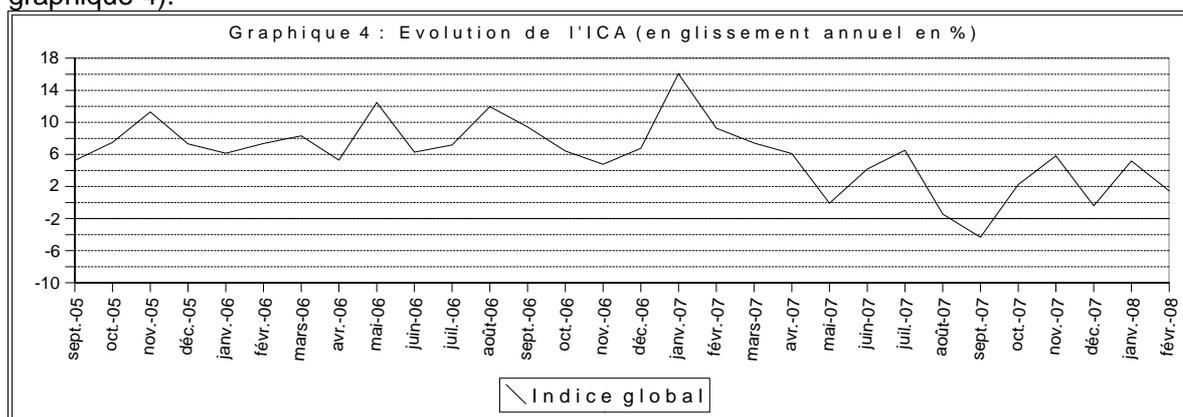


Par pays, il est observé, en glissement annuel, une hausse de l'activité des BTP au Bénin et en Côte d'Ivoire. Une stabilité est notée au Niger et au Sénégal, tandis qu'une baisse est relevée au Burkina, en Guinée-Bissau, au Mali et au Togo.

3.1.4 - Activité commerciale

Progression, en glissement annuel, de l'activité commerciale.

En glissement annuel, l'activité commerciale a progressé dans l'UEMOA en février 2008 (cf. graphique 4).



En effet, comparativement au même mois de l'année 2007, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail du secteur moderne a **augmenté de 1,5% en février 2008**, après une hausse annuelle de 5,2% en janvier 2008. La progression du chiffre d'affaires est imputable aux produits d'équipement de la personne (+64,7%), du logement (+55,2%), aux automobiles, motocycles et pièces détachées (+13,7%) et aux produits pharmaceutiques et cosmétiques (+9,0%).

La hausse des ventes au détail est notée dans la plupart des pays et a atteint 22,2% au Niger, 20,6% en Guinée-Bissau, 15,2% au Burkina, 9,3% au Sénégal et 7,0% au Mali. En revanche, une décreue du chiffre d'affaires est enregistrée au Bénin (-14,7%), au Togo (-5,3%) et en Côte d'Ivoire (-3,5%).

Sur les deux premiers mois de l'année 2008, l'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré une progression de 8,6% en moyenne contre 12,7% au cours de la même période de 2007. Cette évolution est essentiellement induite par la hausse des ventes de produits d'équipement de la personne (+53,7%), du logement (+32,6%), d'automobiles, motocycles et pièces détachées (+19,4%) et de produits pharmaceutiques et cosmétiques (+12,0%).

Par pays, les ventes sont apparues en hausse au Mali (+32,9%), au Bénin (+28,7%), au Burkina (+17,7%), au Niger (+16,5%), en Guinée-Bissau (+6,4%), en Côte d'Ivoire (+2,4%), au Togo (+1,5%) et au Sénégal (+1,1%).

Tableau 4 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires à fin février 2008

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)		Variation moyenne (en %)	
	janvier 2008	février 2008	février 2007	février 2008	2007 (*)	2008 (*)
Bénin	1,9	-29,4	50,0	-14,7	55,8	28,7
Burkina	8,3	8,7	5,1	15,2	2,1	17,7
Côte d'Ivoire	-3,6	-15,2	12,5	-3,5	17,4	2,4
Guinée-Bissau	-5,6	20,3	53,9	20,6	62,0	6,4
Mali	-0,7	-6,3	-6,7	7,0	-3,2	32,9
Niger	-2,0	-0,4	-1,7	22,2	3,9	16,5
Sénégal	-14,3	1,9	17,9	9,3	21,9	1,1
Togo	-4,3	-21,3	1,7	-5,3	1,1	1,5
UEMOA	-3,3	-11,0	9,3	1,5	12,7	8,6

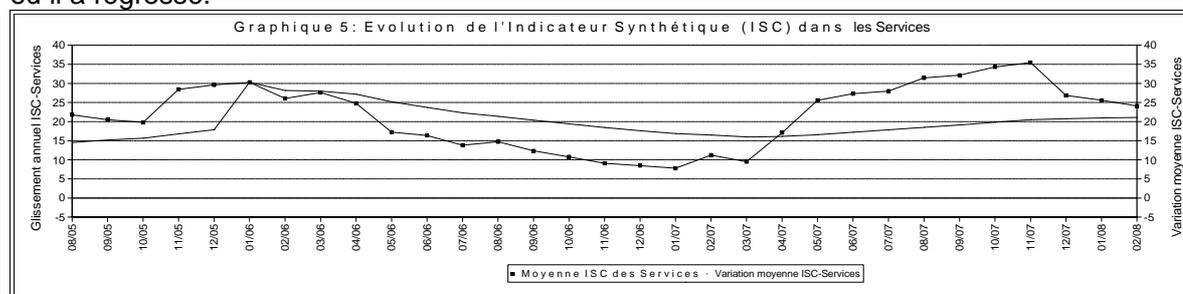
Source : BCEAO

(*) Moyenne deux premiers mois

Progression, en glissement annuel, de l'activité dans le secteur des services marchands.

3.1.5 - Services marchands

En février 2008, de l'avis des chefs d'entreprise, l'activité s'est inscrite en hausse en glissement annuel dans le secteur des services marchands, sous la dynamique des branches «transports, entreposage et communication», «intermédiation financière» et «immobilier, location et activités de services aux entreprises». Les tarifs des prestations sont restés stables. Par pays, il est relevé, par rapport au même mois de l'année 2007, un léger raffermissement du chiffre d'affaires dans l'ensemble des Etats, à l'exception du Togo et de la Guinée-Bissau où il a régressé.



Au cours des deux premiers mois de l'année 2008, la conjoncture s'est améliorée dans les services marchands, comparativement à l'année précédente. Elle a connu, en moyenne, une bonne tenue dans le tertiaire moderne dans tous les Etats, à l'exception du Togo où elle a baissé.

3.1.6 - Coûts de production et situation de trésorerie des entreprises

En glissement annuel, les coûts unitaires de production sont ressortis en légère hausse dans l'industrie, en liaison principalement avec le renchérissement des approvisionnements. Ils ont presque stagné dans les BTP. La situation de trésorerie des entreprises s'est légèrement améliorée, en raison de son évolution favorable dans l'industrie, le commerce et les BTP.

De janvier à février 2008, les coûts unitaires de production ont augmenté dans l'industrie et dans les BTP, comparativement à la même période de 2007, du fait de l'accroissement des prix des approvisionnements. L'état de la trésorerie des entreprises s'est globalement consolidé, à la suite de son amélioration notamment dans l'industrie, les BTP et le commerce. Une stabilité est enregistrée dans les services marchands.

3.2 - Evolution des prix

Le taux d'inflation, **en glissement annuel**, s'est établi à **4,3% à fin février 2008** contre 3,8% en janvier 2008. Cette accélération de l'inflation est imprimée par le renchérissement des céréales locales dans tous les pays, en rapport avec la baisse de 2,6% de la production de la campagne céréalière 2007/2008 dans l'UEMOA. Elle résulte également des tensions sur les prix des produits alimentaires importés (blé, huile, riz, pâtes alimentaires) et de l'impact de l'augmentation des cours du baril de pétrole brut qui a induit une progression des prix des carburants dans la plupart des pays de l'Union.

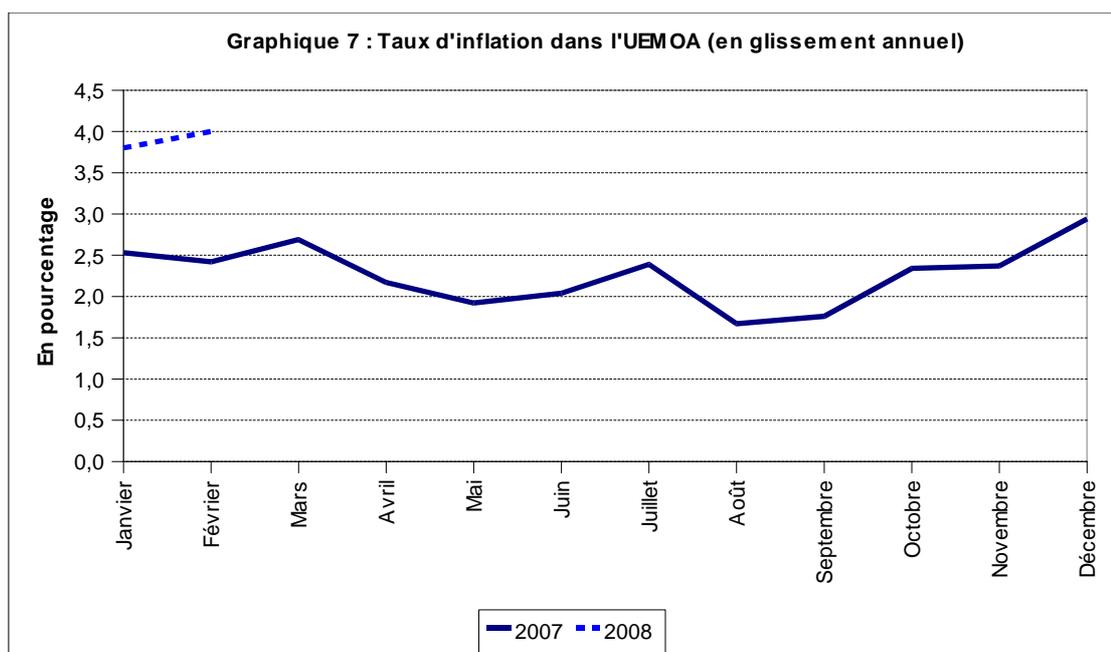
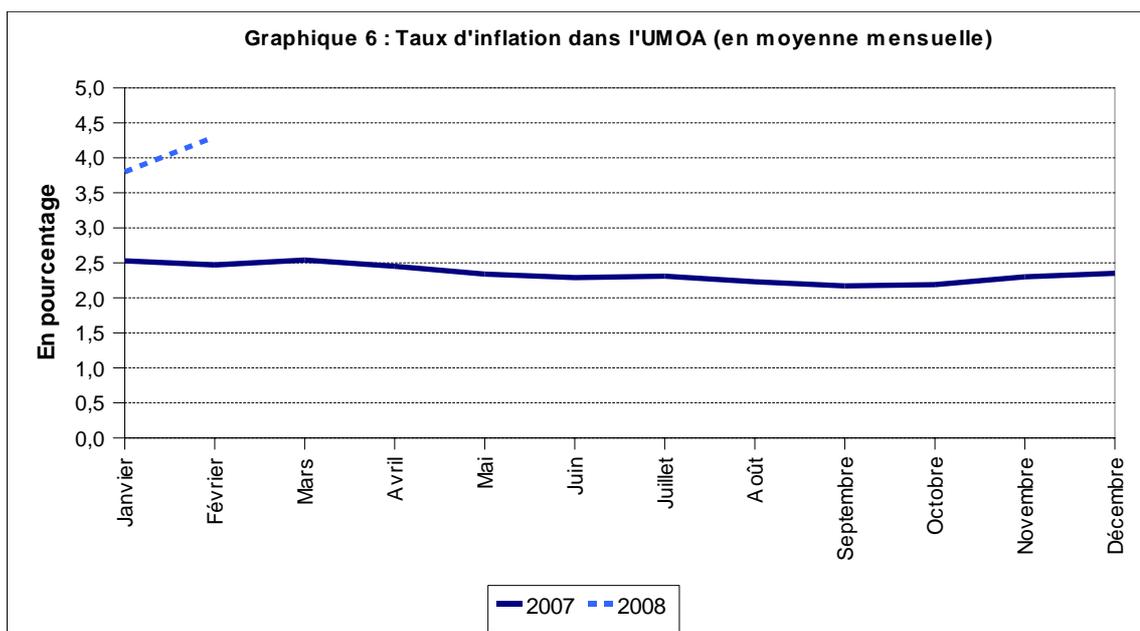
Tableau 5 : Evolution des prix dans les pays de l'UEMOA à fin février 2008

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	janvier 2008	février 2008	février 2007	janvier 2008	février 2008	2007 (*)	2008 (*)
Bénin	1,4	-0,1	1,8	1,3	2,6	3,2	1,9
Burkina	2,7	0,1	-1,4	6,9	7,1	-1,5	7,0
Côte d'Ivoire	1,6	1,3	2,8	2,1	2,7	2,6	2,4
Guinée-Bissau	-2,1	1,8	2,7	6,7	8,6	3,5	7,6
Mali	0,6	0,7	1,0	4,0	5,8	1,7	4,9
Niger	-0,1	1,3	-0,5	5,9	7,6	-0,5	6,8
Sénégal	0,1	0,5	5,2	6,1	5,5	4,5	5,8
Togo	1,7	-0,3	0,5	4,0	4,5	2,8	4,3
UEMOA	1,1	0,8	2,4	3,8	4,3	2,5	4,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO

(*) Moyenne deux premiers mois

L'inflation en moyenne s'est établie à 4,0% à fin février 2008 contre 2,5% à la même période de 2007. La progression des prix au cours de l'année 2008 résulte des effets induits de la hausse des coûts de certains produits alimentaires importés, notamment le lait, l'huile, le blé et le riz, de l'augmentation des prix des céréales locales et de la flambée des cours du pétrole.



3.3 - Evolution des conditions de banque¹

Pour l'ensemble de l'Union, les taux d'intérêt débiteurs observés² se sont globalement établis à 8,13%³ en février 2008 contre 8,09% en janvier 2008, soit une hausse de 0,04 point de pourcentage (cf. tableau 6). Cette évolution des taux débiteurs s'explique par les augmentations relevées au Bénin (+1,29 point), au Sénégal (+0,67 point) et au Burkina (+0,62 point). Une hausse des taux est observée notamment au niveau des concours octroyés aux

¹Données définitives pour tous les pays, sauf le Bénin, le Burkina et la Guinée-Bissau.

²Dans le calcul des moyennes, les taux d'intérêt ont été pondérés par les montants de crédits associés.

³En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen ressort à 8,08%.

« Assurances-Caisses de retraite » (+1,64 point), aux « Coopératives et groupements villageois » (+0,96 point) et à l'« Etat et organismes assimilés » (+0,90 point). Selon l'objet du crédit, les concours pour lesquels la progression des conditions débitrices est la plus notable sont ceux destinés à couvrir les besoins de trésorerie (0,31 point).

Comparés au mois de février 2007, les taux débiteurs ont augmenté, en moyenne, de 0,28 point de pourcentage au niveau global de l'Union.

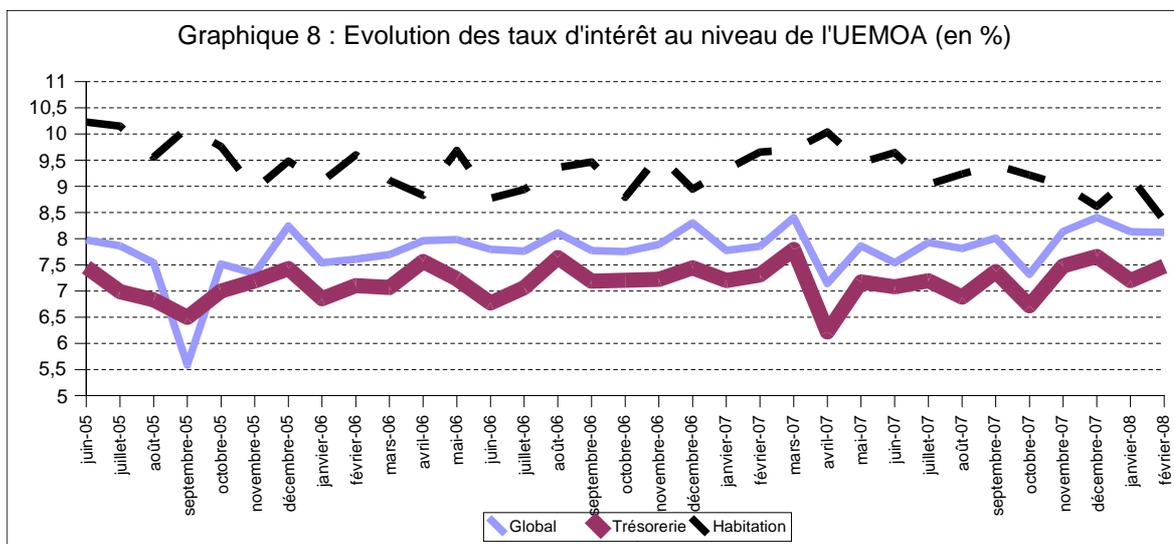
Tableau 6 : Taux d'intérêt débiteurs des banques (hors prêts au personnel)

Pays	Niveaux du taux débiteur mensuel (en %)			Variation annuelle (en point de %)	
	février 2007	janvier 2008	février 2008	février 2008 / janvier 2008	février 2008 / février 2007
Bénin	9,30	9,64	10,93	1,29	1,63
Burkina	9,28	9,22	9,84	0,62	0,56
Côte d'Ivoire	7,25	7,70	6,96	-0,74	-0,29
Guinée-Bissau	12,00	10,11	10,11	0,00	-1,89
Mali	10,51	9,58	10,12	0,54	-0,39
Niger	13,00	11,27	11,50	0,23	-1,50
Sénégal	6,60	6,79	7,46	0,67	0,86
Togo	9,90	10,65	10,65	0,00	0,75
UEMOA	7,85	8,09	8,13	0,04	0,28

Source : BCEAO

En février 2008, les résultats disponibles indiquent une mise en place totale de 308,1 milliards de FCFA de crédits autres que les découverts en comptes courants et les escomptes d'effets de commerce. Ces nouveaux crédits sont en hausse de 1,3 milliard (soit +0,41%) par rapport au mois précédent. Les crédits alloués ont bénéficié principalement aux « Entreprises privées du secteur productif » (68,4%), aux « Entreprises individuelles » (10,9%) et aux « Particuliers » (10,8%). Ils ont servi, en grande partie, au financement des besoins de trésorerie pour 61,1%, d'équipement pour 9,0% et de consommation pour 6,9%.

Comparées au mois de février 2007, les nouvelles mises en place de crédits ont progressé de 23,9% au niveau de l'Union.



3.4 – Evolution de la situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin février 2008, comparée à celle de janvier 2008, est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires et une augmentation de la position nette des Gouvernements.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 4.425,3 milliards contre 4.512,4 milliards un mois plus tôt, soit un recul de 1,9%, imputable aux avoirs extérieur nets de la Banque Centrale, en baisse de 2,2%. Ceux des banques ont enregistré une hausse de 6,1%.

L'encours du crédit intérieur s'est accru de 146,0 milliards, pour se situer à 5.487,3 milliards à fin février 2008 contre 5.341,4 milliards un mois auparavant. Cette situation résulte de la hausse de 98,9 milliards des concours au secteur privé et de celle de 47,0 milliards des crédits nets aux Etats. Les crédits à l'économie sont ressortis à 4.950,4 milliards, à la suite de la hausse de 75,9 milliards des concours à court terme et de 23,0 milliards des crédits à moyen et long terme. La position nette des Gouvernements s'est située à 536,9 milliards.

*Hausse de la
masse monétaire
en rythme
mensuel.*

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 1,5% en rythme mensuel, pour s'établir à 8.481,9 milliards.

Tableau 7 : Evolution des agrégats monétaires par pays (en milliards de francs CFA)					
	févr. 07	janv. 08	févr. 08	Variation (en %)	
				Mensuelle	Annuelle
Bénin					
Avoirs extérieurs nets	504,6	698,8	681,8	-2,4%	35,1%
Position nette du gouvernement	-216,3	-284,3	-271,8	-4,4%	25,7%
Crédit à l'économie	446,3	529,5	544,9	2,9%	22,1%
Masse monétaire	712,3	926,3	913,6	-1,4%	28,3%
Burkina					
Avoirs extérieurs nets	383,6	377,4	388,2	2,9%	1,2%
Position nette du gouvernement	-143,6	-76,1	-81,8	7,5%	-43,0%
Crédit à l'économie	545,2	533,3	574,6	7,7%	5,4%
Masse monétaire	716,2	790,2	823,1	4,2%	14,9%
Côte d'Ivoire					
Avoirs extérieurs nets	1 096,7	965,7	985,5	2,1%	-10,1%
Position nette du gouvernement	234,5	462,5	468,6	1,3%	99,8%
Crédit à l'économie	1 150,4	146,6	1 492,9	918,3%	29,8%
Masse monétaire	2 309,1	2 741,1	2 835,3	3,4%	22,8%
Guinée-Bissau					
Avoirs extérieurs nets	43,6	51,2	51,1	-0,2%	17,2%
Position nette du gouvernement	9 922,0	10,9	15,3	40,4%	-99,8%
Crédit à l'économie	7,5	11,9	12,2	2,5%	62,7%
Masse monétaire	56,6	69,8	72,6	4,0%	28,3%
Mali					
Avoirs extérieurs nets	520,7	505,1	531,0	5,1%	2,0%
Position nette du gouvernement	-96,3	-116,5	-138,2	18,6%	43,5%
Crédit à l'économie	522,6	613,5	606,2	-1,2%	16,0%
Masse monétaire	889,4	997,8	1 005,2	0,7%	13,0%
Niger					
Avoirs extérieurs nets	159,1	203,9	197,0	-3,4%	23,8%
Position nette du gouvernement	-4 820,6	-67,9	-49,7	-26,8%	-99,0%
Crédit à l'économie	161,1	204,9	214,2	4,5%	33,0%
Masse monétaire	300,8	321,7	342,4	6,4%	13,8%
Sénégal					
Avoirs extérieurs nets	780,2	768,3	728,2	-5,2%	-6,7%
Position nette du gouvernement	6,7	71,2	75,4	-5,9%	1025,4%
Crédit à l'économie	1 097,2	1 248,1	1 253,0	0,4%	14,2%
Masse monétaire	1 734,9	1 905,1	1 868,5	-1,9%	7,7%
Togo					
Avoirs extérieurs nets	215,9	219,5	198,7	-9,5%	-8,0%
Position nette du gouvernement	-5,1	2,8	6,8	142,9%	-233,3%
Crédit à l'économie	199,9	243,1	253,1	4,1%	26,6%
Masse monétaire	404,1	475,3	474,2	-0,2%	17,3%
UMOA					
Avoirs extérieurs nets	4 325,8	4 512,4	4 425,3	-1,9%	2,3%
Position nette du gouvernement	231,8	489,90	536,9	9,60%	131,6%
Crédit à l'économie	4 131,0	4 851	4 950,4	2,0%	19,8%
Masse monétaire	8 689,1	8 353,5	8 481,9	1,5%	-2,4%

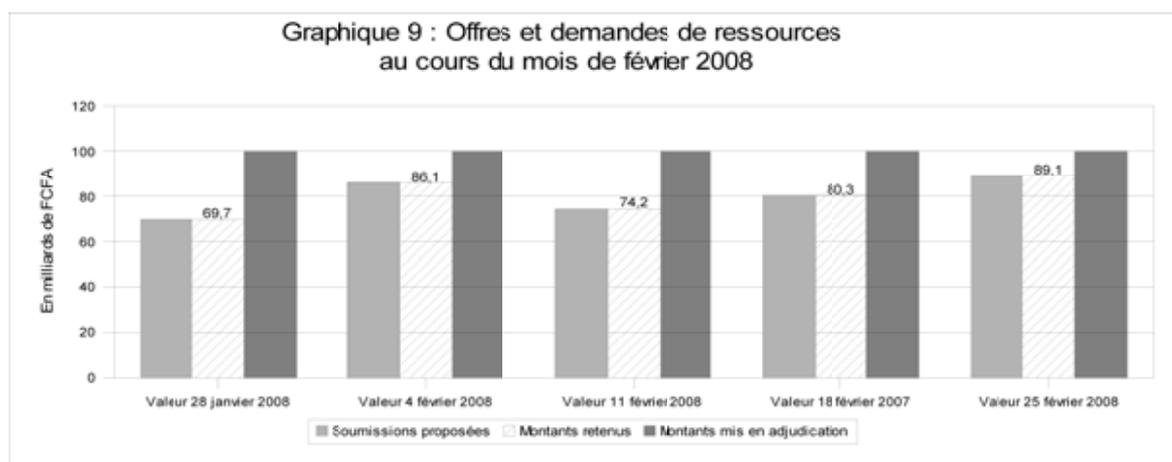
Source : BCEAO

3.5 – Evolution des marchés de capitaux

3.5.1 - Marché monétaire

La Banque Centrale a poursuivi en février 2008 ses **opérations d'injection de liquidités** sur le marché monétaire. Le montant mis en adjudication est resté inchangé à 100,00 milliards pour tenir compte de la nécessité de soutenir une baisse des taux d'intérêt sur le marché interbancaire. L'encours des avances sur le marché monétaire par appel d'offres s'est établi à 89,1 milliards à fin février 2008 contre 69,7 milliards le mois précédent.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des offres et demandes de ressources au cours du mois de février 2008.



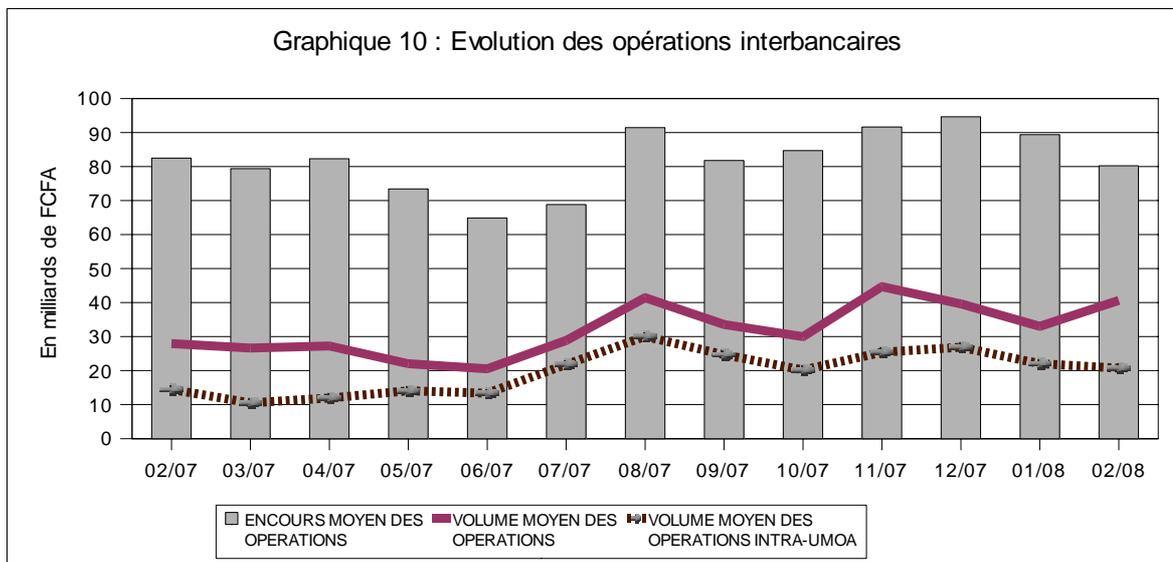
Le taux marginal a fluctué entre 2,9500% et 3,0000%. Le taux moyen pondéré hebdomadaire a oscillé entre 3,2677% et 3,3496%. En février 2008, le taux moyen pondéré du marché monétaire⁴ s'est établi à 3,3212% contre 3,8903% le mois précédent.

Les refinancements sur le **guichet de la pension** se sont repliés de 5,7 milliards pour se situer à 58,8 milliards, soit -5,4 milliards au Burkina, -7,7 milliards en Côte d'Ivoire et -2,2 milliards au Sénégal, partiellement compensés par les avances accordées aux banques du Niger (2,3 milliards) et du Togo (7,3 milliards). En glissement annuel, ces concours sont en hausse de 55,9 milliards.

En février 2008, le volume moyen hebdomadaire des **opérations interbancaires** s'est élevé à 40,6 milliards, affichant une hausse mensuelle de 7,6 milliards et annuelle de 12,7 milliards. L'encours moyen des prêts est ressorti à 80,2 milliards contre 89,4 milliards le mois précédent et 82,5 milliards un an plus tôt. Il a représenté 11,3% des soldes moyens mensuels des comptes ordinaires et de règlement des banques auprès de la Banque Centrale, contre 13,3% le mois précédent.

⁴Moyenne pondérée en nombre de jours du taux moyen pondéré.

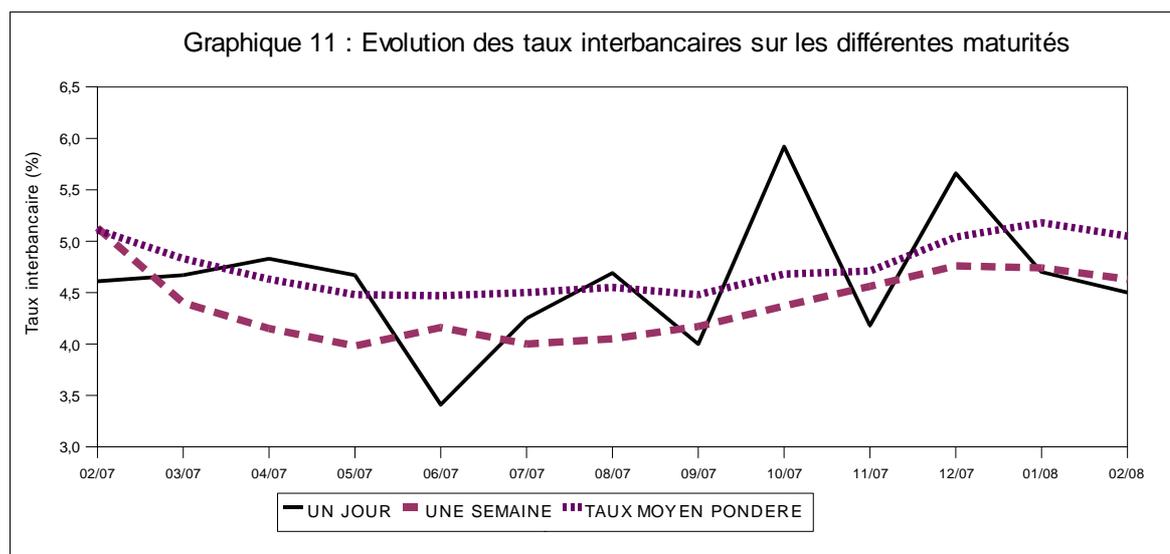
Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des opérations sur les douze derniers mois.



Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est situé à 5,05% contre 5,18% en janvier 2008 et 4,95% en février 2007.

Pour sa part, le taux moyen interbancaire à une semaine, durée correspondant à la maturité des opérations d'adjudication et au compartiment le plus actif du marché interbancaire, est revenu à 4,63% en février 2008 contre 4,74% le mois précédent, s'établissant ainsi au dessus du taux de pension de la Banque Centrale.

Le graphique ci-dessous présente la tendance des taux interbancaires sur les douze derniers mois.



Au total, les concours de la Banque Centrale aux banques et établissements financiers se sont accrus de 13,6 milliards au cours de la période, en liaison avec la hausse des encours sur le guichet des appels d'offres (19,3 milliards), atténuée par les désengagements au titre de la

pension (5,7 milliards). Les transactions sur le marché interbancaire ont augmenté.

Sur le marché des titres de créances négociables (TCN), le Trésor du Mali a effectué en février 2008, une émission à six mois, valeur 19 février, pour un montant de 30,5 milliards par adjudication à taux variables. Le taux effectif moyen pondéré de ces bons est ressorti à 5,3068% contre 4,8476% pour la précédente émission réalisée en avril 2007. Il était ressorti à 5,1299% pour la dernière émission du Burkina, réalisée en octobre 2007, d'une durée de six mois.

L'encours des TCN en vie est ressorti à 273,2 milliards de francs CFA à fin février 2008.

Tableau 8 : Evolution des opérations du marché interbancaire par compartiment au titre du mois de février 2008 (en millions de FCFA)

PERIODES	UN JOUR		UNE SEMAINE		DEUX SEMAINES		UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS		NEUF MOIS		DOUZE MOIS		TOUTES MATURITES CONFONDUES		ENCOURS
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant Total	dont intra-UMOA	
31 janvier au 6 février 2007	-		18 900	5,38%	3 800	5,66%	1 800	5,31%	1 000	6,00%	-						25 500	16 350	87 800
7 au 13 février 2007	500	5,00%	22 450	4,82%	2 000	5,50%	3 000	5,58%	3 000	5,00%	-						30 950	14 200	85 900
14 au 20 février 2007	13 000	4,22%	9 900	5,38%	1 700	5,35%	-		2 000	5,00%	1 000	6,00%					27 600	7 750	78 000
21 au 27 février 2007	-		9 300	4,94%	3 800	5,39%	14 650	4,26%	-		-						27 750	19 450	78 200
Moyenne	3 375	4,25%	15 138	5,10%	2 825	5,49%	4 863	4,56%	1 500	5,17%	250	6,00%					27 950	14 438	82 475

Tableau 9 : Evolution en volume des prêts interbancaires par pays au titre du mois de février 2008 (en millions de FCFA)

PERIODES	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée Bissau		Mali		Niger		Sénégal		Togo		UMOA	
	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Montant Total	dont intra-UMOA
31 janvier au 6 février 2007	1 100	600	9 000	4 000	1 900	1 900			3 300	1 800	-	-	2 000	-	8 200	8 050	25 500	16 350
7 au 13 février 2007	500	-	3 500	500	8 500	8 500			7 000	2 000	750	-	7 800	300	2 900	2 900	30 950	14 200
14 au 20 février 2007	1 000	-	5 000	-	2 200	2 200			2 000	500	-	-	12 000	-	5 400	5 050	27 600	7 750
21 au 27 février 2007	-	-	6 500	500	11 500	11 500			400	400	-	-	6 500	4 500	2 850	2 550	27 750	19 450
Moyenne	650	150	6 000	1 250	6 025	6 025			3 175	1 175	188	-	7 075	1 200	4 838	4 638	27 950	14 438

3.5.2 – Marché financier

Hausse des indices BRVM₁₀ et BRVM composite.

Au cours du mois février **2008**, l'activité boursière a été marquée par une progression des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché.

Les indices **BRVM₁₀** et **BRVM composite** sont ressortis en hausse de 3,91% et de 3,61%, en s'établissant respectivement à 251,39 et 221,52 points à fin février 2008. En glissement annuel, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite affichent une croissance de 69,85% et de 76,82%, respectivement. Par rapport à la date de démarrage des activités de la bourse, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite sont en hausse de 151,39% et de 121,52%.

Sur le marché des actions, les échanges ont porté sur 3.906.829 actions contre 1.509.013 actions un mois plus tôt, soit une progression de 158,90%. Cette évolution est en liaison avec la hausse du volume des transactions dans les secteurs « Finances » et « Agriculture », avec 2.777.656 titres et 1.054.495 titres échangés en février 2008 contre 1.268.422 titres et 217.267 titres en janvier 2008 respectivement. L'action ETI (Ecobank Transnational Incorporated Togo) a été le titre le plus actif, avec 2.776.438 actions transigées, soit 71,1% du volume total des échanges.

Les autres titres qui ont fait l'objet d'une demande relativement importante ont été : PALM CI (819.558 titres), SAPH CI (206.822 titres), SONATEL (46.905 titres), SOGB CI (27.788 titres), SDV-SAGA CI (11.899 titres), Crown Siem (6.718 titres), Uniwax (3.672 titres), Total CI (1.373 titres).

Par secteur, celui des « Finances » a été le plus dynamique, avec un indice sectoriel en hausse de 26%, par rapport à janvier 2008. Le secteur « Agriculture » suit en deuxième position, avec une augmentation de 18,65%. Les secteurs « Services Publics », « Industrie » et « Transport » ont enregistré une hausse de 9,09%, 2,13% et 0,01% respectivement. Une stagnation est observée dans les « Autres secteurs », tandis qu'un repli de 0,09% est constaté au secteur de « Distribution ».

Sur le compartiment obligataire, en février 2008, le volume des transactions s'est élevé à 224.598 titres transigés pour une valeur totale de 2.245.957.735 FCFA, contre un volume de 42.678 titres transigés pour une valeur totale de 426.768.952 FCFA en janvier 2008, soit une hausse en volume de 426,27% d'un mois à l'autre.

La capitalisation totale du marché est ressortie en hausse de 3,3%, s'établissant à 4.707,8 milliards à fin février 2008 contre 4.554,9 milliards un mois plus tôt. La **capitalisation du marché des actions** s'est située à 4.141,4 milliards contre 3.982,5 milliards à fin janvier 2008, soit une augmentation de 3,9%. En glissement annuel, la capitalisation du marché des actions a progressé de 80,1%. La **capitalisation du marché obligataire** est ressortie à 566,3 milliards en février 2008 contre 572,4 milliards en janvier 2008, en repli de 1,1%, d'un mois à l'autre. En glissement annuel, la capitalisation du marché obligataire s'est inscrite en hausse de 40,8%.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int